

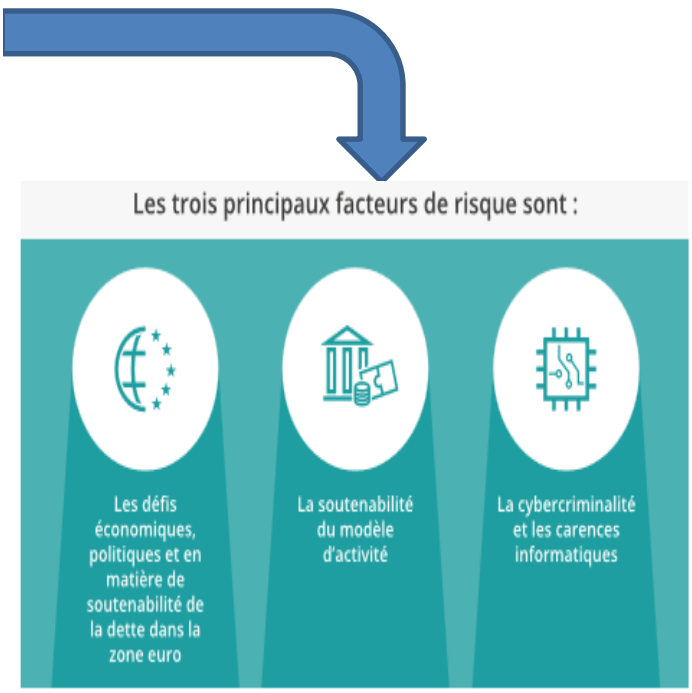
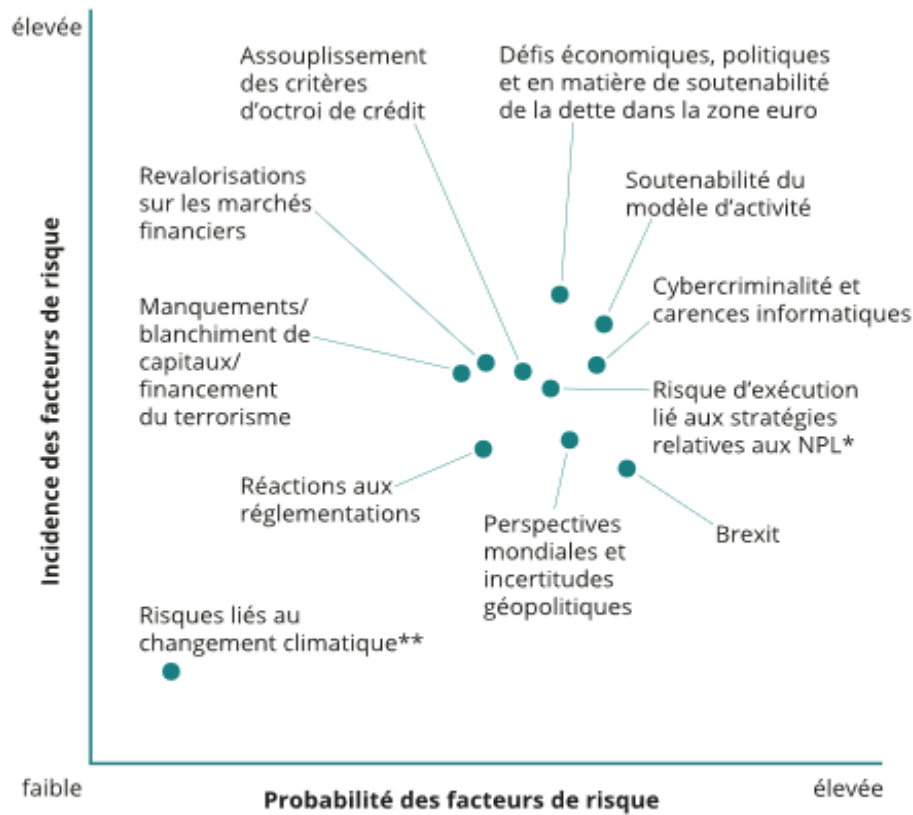
# Enjeux de supervision et de réglementation pour le système bancaire en 2020



# Enjeux de supervision et de réglementation pour le système bancaire en 2020

1. Risques identifiés et priorités d'actions
2. Les effets des taux bas
3. Les stress tests EBA 2020 et quelle évolution pour l'avenir
4. La transposition de Bâle 3 et la nouvelle politique MREL du CRU

Cartographie des risques réalisée par le MSU pour 2020



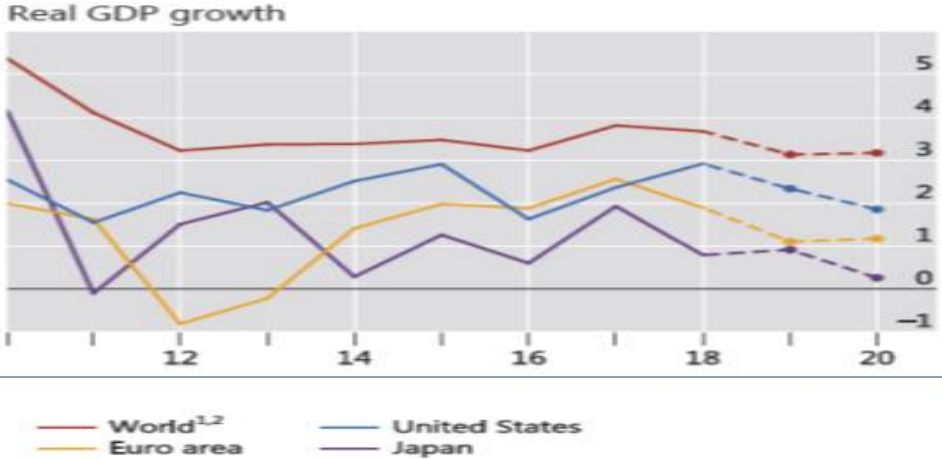
Source : BCE et autorités compétentes nationales.  
 \*Le risque d'exécution afférent aux stratégies relatives aux prêts non performants (*non-performing loans*, NPL) des banques ne concerne que les établissements présentant des niveaux élevés de NPL.  
 \*\*Les risques liés au changement climatique sont davantage significatifs sur un horizon à plus long terme (un horizon supérieur à trois ans, par exemple).

# 1.

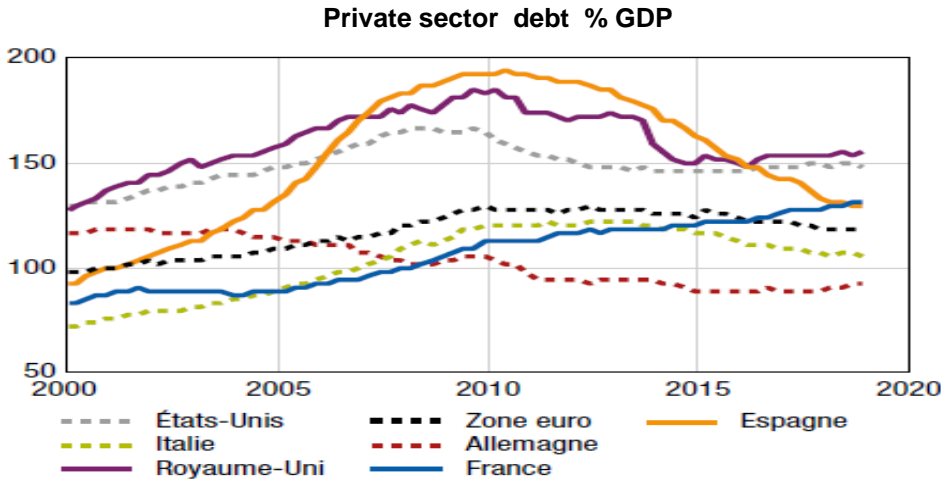
# Risques identifiés et priorités d'actions (2/3)

Les défis économiques, politiques et en matière de **soutenabilité de la dette** auxquels la zone euro a été confrontée se sont accumulés, accentuant les risques de crédit et les perspectives de rentabilité.

- Les projections de croissance économique dans la zone euro pour 2019 et 2020 ont été revues à la baisse mais continuent d'aller dans le sens d'une expansion économique
- Les incertitudes entourant la soutenabilité de la dette demeurent fortes et exposent les pays de la zone euro présentant des niveaux d'endettement élevés à des variations soudaines des perceptions des marchés financiers



Source: Standing Committee on assessment of vulnerabilities, FSB, 2019



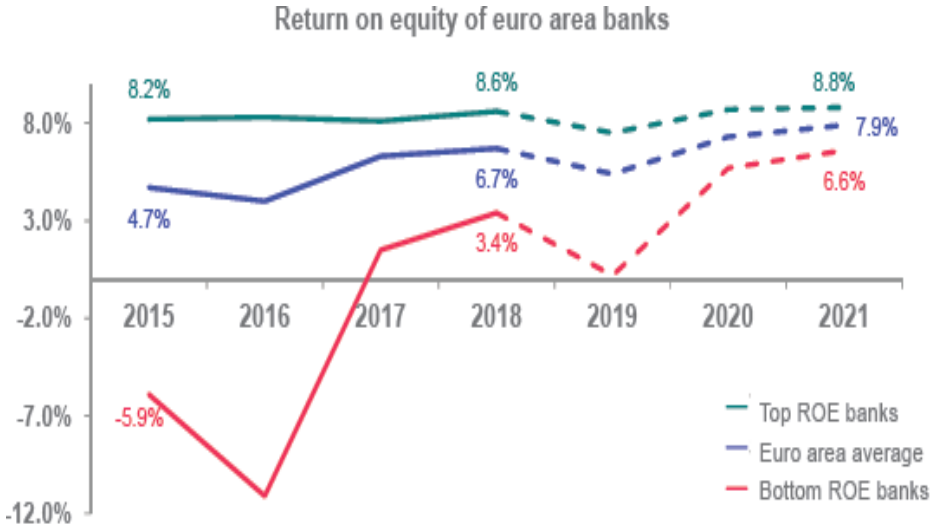
Source : Banque de France.

# 1.

# Risques identifiés et priorités d'actions (3/3)

**La soutenabilité des modèles d'activité demeure une priorité, les établissements importants de la zone euro restant aux prises avec une faible rentabilité.**

- La perspective d'une période prolongée de bas taux d'intérêt et d'une concurrence exacerbée accentue encore la pression exercée sur la capacité des banques à générer des revenus.
- Parallèlement, les dépenses globales sont restées stables, puisque les efforts fournis en termes de réduction des coûts ont été en partie contrebalancés par des facteurs tels que la hausse des salaires et la nécessité de réaliser des investissements dans le domaine de l'informatique et en vue d'améliorer la gestion des risques

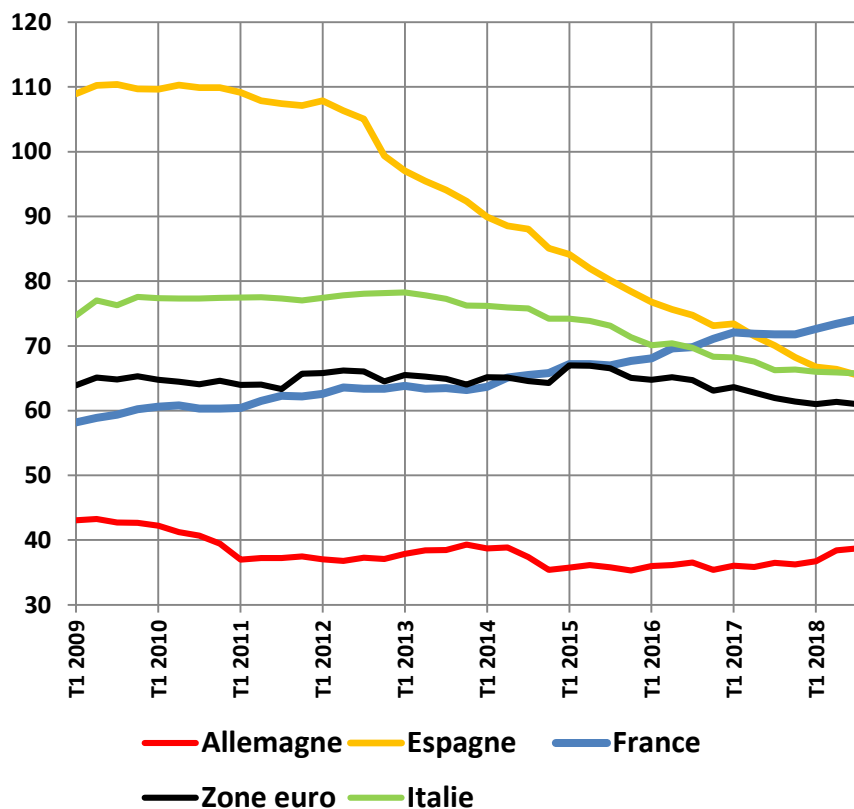


Source: A. Enria presentation at the Forum Analysis 17 September 2019

Effets négatifs	Effets positifs
<ol style="list-style-type: none"><li>1. La pression sur la marge nette d'intérêt</li><li>2. La vague de remboursements anticipés et de renégociation</li><li>3. Les excédents de liquidité pèsent sur la rentabilité</li><li>4. Le coût du capital limite la capacité d'appel au marché</li><li>5. Prise de risque excessive dans l'octroi de crédit et dans l'allocation d'actifs</li><li>6. Le report des meilleurs emprunteurs sur les financements de marché</li><li>7. Le frein au désendettement du secteur non financier</li></ol>	<ol style="list-style-type: none"><li>1. La baisse du coût de refinancement des banques</li><li>2. La baisse des coûts de financement pour les agents économiques</li><li>3. Meilleur accès au crédit pour les particuliers/entreprises et hausse des volumes de crédits</li><li>4. L'amélioration de la situation du secteur non financier (particuliers et entreprises)</li><li>5. L'amélioration de la capacité des emprunteurs à honorer leurs engagements, hausse de la qualité des actifs et baisse du coût du risque</li></ol>

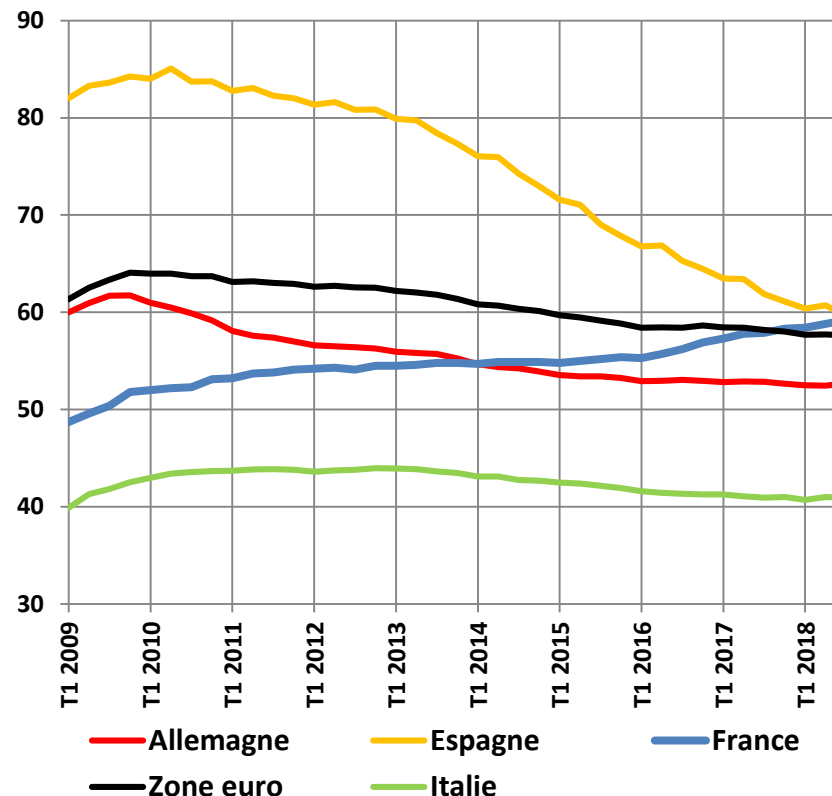
## Une montée continue de l'endettement des entreprises et des ménages

Endettement des Sociétés Non Financières  
(consolidé, % PIB, T3 2018)



Source : Banque de France. Dernier point : T3 2018

Endettement des Ménages  
(% PIB, T3 2018)



Source : Banque de France. Dernier point : T3 2018

## Quelles mesures macro prudentielles ?

- La limitation (5% des fonds propres) aux expositions sur les entreprises très endettées
- Activation du coussin contra cyclique (0,25 % au 1<sup>er</sup> juillet 2019 et 0,5 % au 1<sup>er</sup> avril 2020)

Consultation du HCSF sur le diagnostic des **risques dans le secteur de l'immobilier résidentiel** :

- il n'y a pas de signe clair de surévaluation
- les ménages propriétaires sont peu exposés à une baisse des prix
- les pratiques d'octroi s'assouplissent de manière progressive mais continue
  - la part du revenu des ménages consacrée au remboursement de la dette est repartie à la hausse
  - une dégradation des marges sur la production



## Les effets nets dépendent des modèles d'activité

- La structure des revenus (intérêts/commissions)
- Le degré de diversification (banque, assurance, gestion d'actifs)
- La part des dépôts / financements de marché
- La part des taux fixes / variables dans les crédits (cf. slide 22)
- La capacité à réduire les coûts

### Avec des taux bas pour longtemps :

- Une pression sur les marges pour les **activités bancaires**
  - Réduction de la résilience en réduisant la rentabilité
  - Réduction de la capacité à augmenter le capital après un choc adverse
  - Encouragement à la prise de risques
- Un enjeu pour les **assurances**
  - Augmentation de la valeur des passifs / actifs, affectant la solvabilité
  - Pousse les clients hors des fonds euro au profit des unités de compte

# Les stress tests EBA 2020 et quelle évolution pour l'avenir

## Un stress test 2020, dans la ligne des exercices précédents :

- Publication de la méthodologie et des tableaux de remise
- lancement de l'exercice en janvier 2020 et résultats publiés fin juillet 2020
- Comme en 2018, un exercice "bottom-up" avec des contraintes, dont un bilan statique
- Attention portée aux impacts affectant la solvabilité avec prise en compte des différents risques : risque de crédit – y compris les titrisations – risque de marché et risque de contrepartie, risque opérationnel – y compris le risque de conduite.

## Des réflexions ouvertes pour l'avenir (speech by José Manuel Campa, 11 November 2019 at 20th Handelsblatt Annual Conference) :

- Bank + Supervisory leg avec dialogue et synthèse
- Deux approches banques/superviseurs avec publication complète des deux jeux de résultats
- Deux approches séparées, avec publication des deux jeux de résultats, mais peu d'information sur les résultats des projections superviseur.

# La transposition de Bâle 3 et la nouvelle politique MREL du CRU

## 1 – La transposition de Bâle 3 en Europe

- L'ABE a publié la première partie de sa réponse sur le risque de crédit et sur le risque opérationnel en juillet dernier. Un second rapport sur le risque de marché et la CVA est attendu .
- La Commission européenne a également lancé le 11 octobre une consultation publique, qui s'achève le 3 janvier, sur la mise en œuvre des accords de Bâle III dans l'UE.
- La proposition législative CRR3/CRD6 de la COM est attendue pour juin 2020.

### Quelques points d'attention :

- Application de l'output floor au niveau consolidé
- Articulation entre l'output floor et le Pilier 2
- Point d'attention sur le financement de l'économie

# La transposition de Bâle 3 et la nouvelle politique MREL du CRU

## 2 – La nouvelle politique MREL du CRU

- Pour l'exercice 2020, le CRU est en train de fixer les exigences de
  - MREL consolidé : prise en compte des passifs éligibles au niveau de l'entité de résolution (hors filiales)
  - MREL subordonné
  - MREL interne
- Le CRU devrait consulter en fin d'année sur sa politique MREL qui transposera la directive BRRD2 (applicable fin 2020)
- Les grandes priorités du CRU pour 2020 vis-à-vis des banques :
  - La mise en œuvre du “bail-in” et le “bail-in playbook”
  - L'accès aux infrastructures de marché
  - La continuité opérationnelle